

Défaillances d'entreprises

Défaillances d'entreprises 2010 :

retour à une amélioration

Les chiffres clés

Données brutes

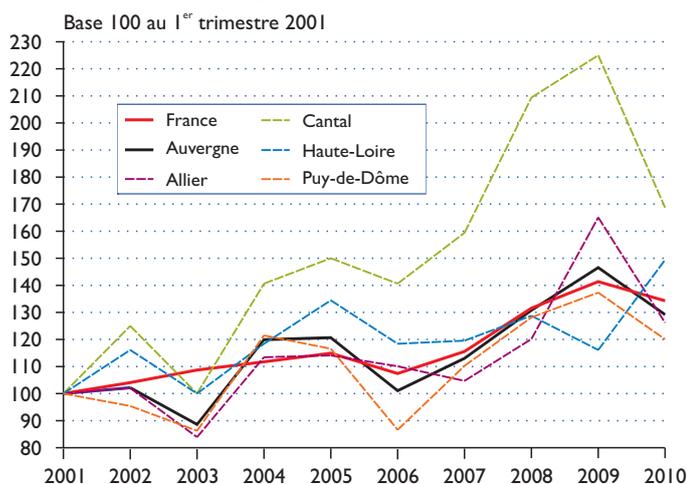
Défaillances d'entreprises annuelles	2010	Évolution annuelle en %
Auvergne	713	- 11,9 %
France (y compris DOM)	50 781	- 5,0 %

Champ : activités marchandes hors agriculture

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements

Défaillances d'entreprises annuelles

Données brutes



Champ : activités marchandes hors agriculture

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements

En 2010, 713 défaillances d'entreprises (données brutes) ont été enregistrées en Auvergne, soit une baisse de 11,9 % par rapport à l'année précédente, presque 2,5 fois plus importante que la moyenne nationale (- 5,0 %). En 2009, les défaillances étaient en hausse tant en région (+ 12,0 %) qu'au niveau national (+ 7,5 %).

Les situations départementales sont contrastées. Les défaillances baissent dans le Cantal (- 25,0 %), l'Allier (- 23,6 %) et le Puy-de-Dôme (- 12,6 %) et augmentent dans la Haute-Loire (+ 28,7 %). Sans cette hausse, la baisse régionale aurait été d'une toute autre ampleur. En effet, la situation en Haute-Loire est, depuis 2009, en opposition avec celle des autres départements.

En 2010, pour les services aux entreprises et les industries et activités immobilières l'augmentation des défaillances touche plus fortement la région que la métropole. Alors que la tendance nationale s'inverse en fin d'année, l'année 2010 s'achève par une hausse des défaillances plus accentuée dans la région. En revanche, dans les autres secteurs où se réduisent les défaillances, l'Auvergne se trouve dans une situation plus favorable qu'à l'échelon national. Cette situation concerne notamment la construction, le commerce, le transport, l'hébergement et la restauration, les activités de soutien aux entreprises⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Cet ensemble comprend aussi les secteurs de l'information et de la communication, des activités financières et d'assurance et celui de l'enseignement, santé et action sociale.

► **Alain BATIFOULIER**, Insee

Définition

Une entreprise est en situation de défaillance ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son contre. Cette procédure intervient lorsqu'une entreprise est en état de cessation de paiement, c'est-à-dire qu'elle n'est plus en mesure de faire face à son passif exigible avec son actif disponible.

Remarque

Il ne faut pas confondre la notion de défaillance et la notion de cessation. Un jugement d'ouverture de procédure de défaillance (dépôt de bilan d'une entreprise inscrite dans le cadre d'une procédure judiciaire) ne se résout pas forcément par une liquidation. La notion de cessation correspond à l'arrêt total de l'activité économique d'une entreprise. Toutes les défaillances ne donnent pas lieu à des cessations. Toutes les cessations ne sont pas passées par la phase de défaillance.

Les liquidations suite à une défaillance ne représentent qu'une partie de l'ensemble des cessations d'entreprises, de l'ordre de 20 %, pourcentage variable avec le temps et les secteurs d'activité.

L'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire fait toujours l'objet d'une inscription au Bulletin des annonces civiles et commerciales (BODACC). Pour un même événement on enregistre donc deux dates :

- la date de jugement (retenue dans le cadre de cette publication), date à laquelle la procédure de redressement judiciaire a été effectivement ouverte dans le tribunal de commerce ou le tribunal de grande instance ;
- la date de publication, date à laquelle l'information légale a été publiée dans le BODACC.

Défaillances d'entreprises annuelles en date de jugement selon le secteur d'activité (données brutes)

	Auvergne					France (y compris les DOM)	
	2008	2009	2010	Évolution en %		Évolution en %	
				2009/2008	2010/2009	2009/2008	2010/2009
Industrie	70	89	92	+ 27,1 %	+ 3,4 %	+ 12,7 %	- 12,7 %
dont industrie manufacturière	69	84	88	+ 21,7 %	+ 4,8 %	+ 12,3 %	- 12,7 %
Construction	163	217	166	+ 33,1 %	- 23,5 %	+ 12,6 %	- 5,5 %
Commerce, transports, hébergement et restauration	337	350	313	+ 3,9 %	- 10,6 %	+ 3,9 %	- 4,2 %
dont commerce - réparation	192	181	190	- 5,7 %	+ 5,0 %	+ 2,2 %	- 4,7 %
transports	19	39	19	+ 105,3 %	- 51,3 %	+ 17,0 %	- 4,9 %
hébergement et restauration	126	130	104	+ 3,2 %	- 20,0 %	+ 4,0 %	- 3,2 %
Activités immobilières	20	20	21	0,0 %	+ 5,0 %	+ 19,0 %	- 19,3 %
Soutien aux entreprises	62	60	41	- 3,2 %	- 31,7 %	- 0,5 %	- 4,0 %
Services aux ménages	42	39	50	- 7,1 %	+ 28,2 %	+ 3,1 %	+ 4,7 %
Autres activités *	28	34	30	+ 21,4 %	- 11,8 %	+ 13,4 %	+ 1,6 %
Total Auvergne	722	809	713	+ 12,0 %	- 11,9 %	///	///
Total France (y compris DOM)	49 754	53 468	50 781	///	///	+ 7,5 %	- 5,0 %

Champ : activités marchandes hors agriculture.

* Cet ensemble comprend les secteurs de l'information et communication, des activités financières et d'assurance et celui de l'enseignement, santé, action sociale.

/// : absence de résultat due à la nature des choses

Source : Insee - Répertoire des entreprises et des établissements

Défaillances d'entreprises annuelles selon les départements (données brutes)

	2008	2009	2010	Évolution 2009/2008 en %	Évolution 2010/2009 en %
Allier	179	246	188	+ 37,4 %	- 23,6 %
Cantal	67	72	54	+ 7,5 %	- 25,0 %
Haute-Loire	112	101	130	- 9,8 %	+ 28,7 %
Puy-de-Dôme	364	390	341	+ 7,1 %	- 12,6 %
Total Auvergne	722	809	713	+ 12,0 %	- 11,9 %

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements

Pour en savoir plus, consulter la rubrique Conjoncture sur : www.insee.fr/auvergne